



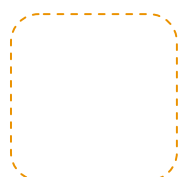
« Usages et outils de l'Internet citoyen à destination des jeunes ».



Association Innovons pour la Citoyenneté sur Internet (ICI)



NOTE DE RESTITUTION FINALE DU PORTEUR DE PROJET



Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
Mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

95, avenue de France – 75650 Paris CEDEX 13
www.experimentation.jeunes.gouv.fr





INTRODUCTION

Ce projet a été financé par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse dans le cadre de l'appel à projets APEP lancé en mars 2014 par le Ministère chargé de la jeunesse.

Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse est destiné à favoriser la réussite scolaire des élèves et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il a pour ambition de tester de nouvelles politiques de jeunesse grâce à la méthodologie de l'expérimentation sociale. A cette fin, il impulse et soutient des initiatives innovantes, sur différents territoires et selon des modalités variables et rigoureusement évaluées. Les conclusions des évaluations externes guideront les réflexions nationales et locales sur de possibles généralisations ou extensions de dispositifs à d'autres territoires.

Le contenu de cette note n'engage que ses auteurs, et ne saurait en aucun cas engager le Ministère.

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative
Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
Mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France – 75650 Paris CEDEX 13

Pour plus d'informations sur l'évaluation du projet, vous pouvez consulter le rapport d'évaluation remis au Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse par l'évaluateur du projet sur le site www.experimentation.jeunes.gouv.fr



FICHE SYNTHÉTIQUE DU PROJET

THÉMATIQUE : Développement des pratiques numériques Numéro du projet : APEP_349
LE DISPOSITIF EXPERIMENTÉ
Titre : « Usages et outils de l'Internet citoyen à destination des « jeunes »
Objectifs initiaux : Rédiger un guide méthodologique sur les usages et les outils collaboratifs en ligne, avec pour finalité d'aider à accompagner l'expression citoyenne des jeunes sur Internet. Ce guide en licence ouverte (CC BY NC SA) a pour but d'être enrichi par les mouvements de l'éducation populaire qui souhaitent expérimenter à leur tour sur une base déjà formalisée.
Public(s) cible(s) : Jeunes de 16 à 30 ans : 39 impliqués dans les projets menés Salariés de structures de l'éducation populaire : 71 impliqués dans les projets menés
Descriptif synthétique du dispositif expérimenté : <i>Phase 1 : compilation d'informations / études sur les enjeux du numérique et de l'éducation populaires</i> <i>Phase 2 : partenariats avec des acteurs de terrain pour animer des projets numériques dans les structures « jeunesses »</i> <i>Phase 3 : rédaction du guide et mise en ligne sur le support choisi</i>
Territoire(s) d'expérimentation : Région Île-de-France, Quartier Prioritaire (QP) La chapelle / Charles Hermite (Paris 18 ^e), QP Porte de Vanves (Paris 14 ^e), Montreuil, QP Le Gros Saule (Aulnay-sous-Bois), Paris 13 ^e , QP Méchin Bocage et Thorez Géraux (Ile Saint-Denis)
Valeur ajoutée du dispositif expérimenté : Permet de financer un projet transversal sur le long terme. Permet de donner une cohésion d'ensemble à des actions traditionnellement distinctes.
Partenaires techniques opérationnels : (1) Partenaires initialement visés dans la convention : ATD Quart-monde, PIJ du Kremlin-Bicêtre, centre socio-culturel Maurice Noguès, Maire du 14 ^e , Département du Val-de-Marne, (2) Partenaires effectifs de l'expérimentation : Fédération Régionale des MJC, MJC Marc Sangnier, Ville de Paris, association Espoir18, Fédération des centres sociaux d'Essonne et du Val-de-Marne, association Halage, association Métropop' !, Union Régionale de l'habitat des jeunes (Île-de-France), Francas.
Partenaires financiers (avec montants): <i>Ville de Paris : 12 500 €</i> <i>Ville d'Aulnay-sous-Bois : 3 500 €</i> <i>Urhaj : 6 000 €</i> <i>Réserve parlementaire : 10 000 €</i> <i>FRMJC - Fonds européens : 4 020 €</i> <i>AAP Région Ile-de-France : 7 280 €</i>

Durée de l'expérimentation :

(1) Durée initiale : *24 mois*

(2) Durée effective : *27 mois*

LE PORTEUR DU PROJET

Nom de la structure : Innovons pour la Citoyenneté sur Internet (ICI)

Type de structure : *association*

L'ÉVALUATEUR DU PROJET/ DU PROGRAMME

Nom de la structure :

Type de structure : *préciser si c'est une structure publique ou privée.*



PLAN DE LA NOTE DE RESTITUTION

Sommaire

Introduction	P 7
I. Rappel des objectifs et du public visé par l'expérimentation	P 8
A. Objectifs de l'expérimentation	P 8
B. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation	P 8
1. <i>Public visé</i>	P 8
2. <i>Bénéficiaires directs</i>	P 8
2.1. Statistiques descriptives	P 8
2.2. Analyse qualitative	P 10
3. <i>Bénéficiaires indirects</i>	P 11
II. Déroulement de l'expérimentation	P 12
A. Actions mises en œuvre	P 12
B. Partenariats	P 15
1. <i>Partenaires opérationnels</i>	P 15
2. <i>Partenaires financiers</i>	P 16
C. Pilotage de l'expérimentation	P 16
D. Difficultés rencontrées	P 16
III. Enseignements généraux de l'expérimentation	P 17
A. Modélisation du dispositif expérimenté	P 17
B. Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif	P 18
1. <i>Public visé</i>	P 18
2. <i>Actions menées dans le cadre du dispositif</i>	P 19
3. <i>Partenariats, coordination d'acteurs et gouvernance</i>	P 19
4. <i>Impacts sur la structure</i>	P 19
Conclusion	P 20

Introduction

Créée en mars 2010, l'association Innovons pour la Citoyenneté sur Internet (ICI) anime des ateliers numériques pour permettre aux habitants des quartiers populaires de produire une parole citoyenne sur Internet. Nous associons notre démarche au mouvement de l'Internet citoyen. L'émergence de la collaboration en ligne grand public (poster numérique, frise chronologique, cartographie ou outils de traitement texte collaboratifs, méta plan en ligne...) apportent déjà sa contribution au débat démocratique. Ces outils offrent plus de visibilité et d'interaction avec les publics jusque là absents des espaces de débats physiques (réunions publiques, conseils de quartier,...).

Structurée autour de deux projets, Avis de quartier 2.0 et Parole d'exclus 2.0, l'association ICI a animé depuis 2011 plus de cent ateliers sur l'Internet collaboratif.

Nous touchons un large public à la fois « simple habitant », membres d'association et d'instances participatives, agents territoriaux et élus.

Nos ateliers sont itératifs, à l'image de la méthode Agile déployée dans le monde du développement informatique. Nous organisons une trame numérique que nous soumettons aux réalités des attentes de nos partenaires terrain (1) et institutionnels (2). Nous adaptons les services collaboratifs en ligne existant aux usages citoyens constatés et aux besoins exprimés. En fonction de ces paramètres nous animons des ateliers numériques sur des temps courts, de 20 min à 3 heures, comme sur des démarches trimestrielles voire annuelle.

Aussi, au travers du projet présenté ci-dessous nous avons souhaité apporter trois réponses aux acteurs de l'éducation populaire qui travaillent avec des publics jeunes :

- faciliter la transmission d'informations. De nombreux acteurs de l'éducation populaire qui travaillent sur les notions de citoyenneté numérique ont peu de visibilité sur les méthodes et les enseignements tirés d'expérimentations numériques participatives portées par d'autres structures.

- développer les compétences : la collaboration en ligne n'est pas encore dans notre culture. Pourtant les citoyens utilisent de plus en plus un terminal connecté pour jouer, regarder, lire, s'informer, ou payer. Il est donc important de donner les compétences aux porteurs de projets, pour qu'ils puissent utiliser les outils numériques comme levier de la participation des habitants.

- proposer un cadre : afin de faire évoluer les réflexes numériques des acteurs de l'éducation populaire il est important de fournir un premier référentiel solide. Coproduit avec un grand nombre d'acteurs du domaine social, ce dernier permettra à d'autres structures de porter des expérimentations numériques citoyennes dans leur territoire.

I. Rappel des objectifs et du public visé par l'expérimentation

A. Objectifs de l'expérimentation

Ce projet a eu pour objectif principal de rédiger un guide à partir d'expérimentations de terrains, à destination des acteurs de l'éducation populaire afin que ces derniers puissent plus facilement cerner les enjeux du numérique et faciliter son utilisation dans les projets à destination des jeunes.

B. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation (analyse quantitative et qualitative)

1. Public visé

Le public initialement visé par ce projet était double :

- les jeunes de 16 à 25 ans, vivant dans des quartiers prioritaires
- les salariés et bénévoles de structures de l'éducation populaire situées en Île-de-France

Initialement le nombre de jeunes qui devaient être impliqués dans ce projet avait été estimé à 24. Le nombre de salariés et de bénévoles des structures de l'éducation populaire avait été évalué à 8.

2. Bénéficiaires directs

2.1. Statistiques descriptives

85 % des jeunes impliqués dans les actions de terrain menées dans le cadre de ce projet sont issus de l'immigration. Ils sont tous Français depuis au minimum deux générations.

75 % des salariés et bénévoles impliqués dans les actions de terrain menées dans le cadre de ce projet sont français depuis plusieurs générations.

2.2. Analyse qualitative

Au cours des différentes actions de terrain prévues dans le cadre de ce projet nous avons touché trois typologies de jeunes :

- des lycéens et des étudiants
- des jeunes décrocheurs
- des jeunes en activité professionnelle ou en recherche d'emploi

L'ensemble des jeunes qui ont participé à ce projet parlent un français correcte. Leur niveau en orthographe est très variable. Leurs usages numériques sont essentiellement liés au smartphone : les claviers tactiles n'ont pas de secret pour eux et les correcteurs orthographiques leur permettent de construire des phrases parfaitement claire. En revanche leurs habitudes de communication entre jeunes, sur les réseaux sociaux utilisés (SnapChat, Facebook et dans une moindre mesure sur Twitter) renvoient à un style télégraphique, sans syntaxe identique aux usages du SMS d'avant les smartphones.

Leurs habitudes de communication se tournent d'ailleurs essentiellement vers la production d'image instantanées liées à leur vie quotidienne.

Concernant les salariés et les bénévoles impliqués dans ce projet, nous avons touchés plusieurs profils :

- des assistants sociaux
- des animateurs socioculturels
- des responsables d'équipe
- des directeurs de structure
- des administrateurs de fédération
- des bénévoles militants.

Une écrasante majorité des professionnels impliqués dans ce projet se disent débutants ou très peu aguerris aux usages numériques actuels. Les réseaux sociaux sont utilisés par 1/3 d'entre eux dans le cadre de leurs activités professionnelles ou personnelles. Un sur 10 peuvent définir ce que représente l'internet collaboratif. Une infime partie l'utilise dans le cadre de son travail.

Âgés de 40 ans et plus, ils sont dans leurs structures depuis au minimum 3 ans. Ils s'accordent tous à décrire l'arrivée du numérique comme un élément de transformation majeur de leur métier. Autrefois basé sur le rapport humain, les jeunes viennent de plus en plus les solliciter pour un accompagnement dans leurs démarches administratives en ligne. L'écran devient donc l'objet à regarder et le face à face s'efface au profit de cette relation tripartite.

3. Bénéficiaires indirects

Les bénéficiaires indirects sont essentiellement les membres des fédérations avec lesquelles nous avons travaillé et les associations parisiennes qui ont pu bénéficier du guide que l'association ICI a produit pour accompagner les porteurs de projets à porter et promouvoir des initiatives dans le cadre du budget participatif de la Ville de Paris.

II. Déroulement de l'expérimentation

A. Actions mises en œuvre

Janvier 2015 : mobilisation des acteurs pressentis pour intégrer le copil.

De février à mai 2015 : l'association ICI a organisé trois réunions avec le comité de pilotage afin de déterminer :

- La constitution du guide, son sommaire, ce qu'est ou n'est pas le guide (réunion du 6 février 2015)
- La place des outils numériques dans l'organisation des rapports entre acteurs de la vie locale et acteurs économiques (réunion du 30 mars 2015)
- La méthodologie de projet pour des animateurs de terrain travaillant avec des publics jeunes. (réunion du 21 mai 2015)

En parallèle de cette démarche, l'association ICI a mené de nombreuses actions afin de promouvoir le projet

- 9 février : Rotaract Paris 6e. RotariClub des jeunes de 18 à 25 ans, l'association ICI a été invitée à présenter son projet suite à une intervention au Conseil Parisien de la Jeunesse en novembre 2014
- de mars à mai : accompagnement de l'animatrice de Média citoyen local de la MJC de Nogent-sur-Marne sur la mise en place d'un outil numérique de débat auprès de jeunes publics.
- 10 avril : Conférence à l'université de Dauphine sur le sujet "Transformer la politique pour faire face à la crise: comment les jeunes réinventent-ils l'engagement politique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des institutions locales?"
- 29 mai : Palais de la Femme Conférence nationale du Pouvoir d'Agir. Débat autour du thème « les démarche d'empowerment des jeunes »
- 3 juillet : Formation d'une journée avec les jeunes étudiants de l'école du numérique PoleWebforce3. L'objet de cette formation : comprendre les mécanismes du travail collaboratif en ligne.

De mars à juillet 2015 : l'association ICI a réuni et compilé l'ensemble des outils d'analyse et de pilotage créés lors d'anciens projets alliant participation des jeunes et numérique. ICI a également mis en place une veille hebdomadaire afin de trouver des outils déjà existants qui traitent ou de la participation des jeunes, des jeunes, et du numérique.

De septembre à décembre 2015 : programmation et réalisation de neuf interviews de deux heures environ. Les réseaux ou structures sollicitées : la Fédération régionale d'Île-de-France des Maisons des jeunes et de la culture, la Fédération des centres sociaux d'Île-de-France, les Francas, l'Union régionale pour l'habitat des jeunes d'Île-de-France, Vivacité, La Ligue de l'enseignement, Animafac, L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, l'Université de Cergy-Pontoise.

Sur la même période, deux animations de terrain

Projet avec la FRMJC d'IdF. Contexte : la structure a mené un projet expérimental de média citoyen local sur sept territoires. L'enjeu : expérimenter ce que les outils numériques peuvent apporter dans la capacité des habitants à valoriser leurs paroles et leur engagement sur leur

quartier. L'association ICI a été sollicitée afin de produire un outil permettant de réunir les usages et les bonnes pratiques mis en place dans ce projet. Notre intervention s'est décomposée en plusieurs entretiens téléphoniques avec les animateurs du projet, de trois réunions de groupe ainsi que par la production d'un guide rassemblant les enseignements sur la mutualisation des savoirs et les outils numériques utilisés.

Projet avec la SIAE Halage et l'association Métropop'!. Contexte : la SIAE a pour enjeu de travailler sur l'insertion professionnelle des personnes qu'elle accompagne. Or avec les publics accompagnés, ce travail ne peut se faire qu'au travers d'un travail sur l'estime de soi, sur la prise en compte de sa parole, sur une valorisation de ses connaissances, valeurs et enjeux partagés par les acteurs de l'éducation populaire. L'association ICI a été sollicitée pour accompagner l'association Métropop'! et Halage dans la production d'un avis sur le droit au logement dans le cadre de la construction de la Métropole du Grand Paris et des élections régionales. Ce projet s'est concrétisé par huit séances de travail avec les participants, notamment sur l'utilisation d'outils numériques destinés à valoriser et interpeller les élus et les candidats aux élections régionales de décembre 2015.

Décembre 2015 : premières recherches sur les solutions techniques disponibles destinées à accueillir le guide en ligne. Plusieurs critères ont été posés :

- logiciel «libre et gratuit»
- logiciel nécessitant un faible degré de compétence technique pour l'enrichir
- logiciel avec une assise communautaire forte afin d'éviter le risque de fermeture et d'absence de support technique.

De janvier à mai 2016 action de terrain n°1 :

Formation du futur médiateur numérique du centre socioculturel d'Aulnay-sous-Bois. La demande est partie des jeunes du centre qui souhaitent réaliser plusieurs films afin de valoriser leur quartier et leurs avis citoyens. Le Centre n'ayant pas d'animateur ils ont fait appel à l'association ICI afin de monter en compétence un animateur jeunesse.

De janvier à juin 2016 action de terrain n°2 :

Co-construction du voyage d'été des jeunes de la MJC Marc Sangnier. Ce voyage a eu pour destination Prague. Les douze jeunes ont dû coproduire une carte identifiant les lieux culturels, de sortie, de la vie quotidienne sur l'outil Google map afin de préparer en amont leur voyage.

Ils ont également préparé leur budget sur un tableur en ligne, sachant que la MJC avait une enveloppe restreinte et que les choix de sorties seraient faits en fonction du pré-budget réalisé en amont.

De janvier à octobre 2016 action de terrain n°3

Afin de développer la participation des jeunes des quartiers populaires de Paris, la Ville a souhaité faire appel à des structures intermédiaires afin d'accompagner ce jeune public dans l'élaboration de projets, leurs mises en ligne sur la plate-forme <https://budgetparticipatif.paris.fr> et l'élaboration de la stratégie de communication pour s'assurer du vote des habitants et riverains. L'association ICI accompagne les jeunes du quartier Charles Hermite – 18^e arrondissement.

De mars à décembre 2016 action de terrain n°4

L'URHAJ a amorcé son virage numérique en 2015. Elle a souhaité passer à des exercices pratiques accompagnés par une structure expérimentée. L'association ICI a donc animé dix formations ainsi que trois réunions de travail pour capitaliser sur les apprentissages acquis et pour les diffuser au sein du réseau d'éducation populaire URHAJ. Quatre thèmes sont abordés : E-citoyenneté, E-animation, E-administration, E-visibilité

En décembre, elle a organisé et animé une journée de restitution destinée à l'ensemble des salariés des foyers du réseau.

De Juin à décembre 2016 action de terrain n°5

La France a rejoint en 2014 le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO), une entité regroupant des pays et des structures de la société civile agissant pour la transparence de l'action publique, le renforcement de la gouvernance et l'innovation démocratique.

La France a accueilli le sommet du PGO en 2016. L'événement propose des conférences et ateliers sur les thèmes en question, ces espaces de réflexion devant alimenter un plan d'action. L'association ICI se propose d'animer un atelier ayant pour intitulé : "Organiser l'expression des publics absents autour d'un débat citoyen sur le PGO".

L'événement réunit 5 structures de l'éducation populaire en simultané et sur 5 lieux différents avec la participation de 38 jeunes.

De janvier à mars 2017 : travail technique sur l'implémentation de l'outil Gitbook sélectionné pour porter le guide.

Rédaction du guide accessible à l'adresse : <https://associationici.fr/gitbook/guide-fej/>

B. Partenariats

1. Partenaires opérationnels

Nom de la structure partenaire	Type de structure partenaire	Rôle dans l'expérimentation
centre social Gros Saule, Aulnay-sous-Bois.	CCAS	Coproduction du projet, définition du cahier des charges, définition du cadre de la formation
MJC Marc Sangnier	Acteur local associatif	Coproduction du projet, mobilisation des jeunes
Fédération Régionale des MJC d'Ile-de-France	Fédération	Organisation logistique des formations, mobilisation des participants
Espoir18	Acteur local associatif	co-élaboration des projets, Mobilisation des jeunes et des salariés. Mise à disposition d'espace de réunion
URHAJ	Fédération	Mobilisation des participants et des espaces de formation, définition des enjeux.

2. Partenaires financiers

Financements	Part de ces financements dans le budget total de l'expérimentation (hors évaluation) en %
Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse	46 %
Cofinancements extérieurs à la structure	54 %
Autofinancement	

C. Pilotage de l'expérimentation

Le projet initial reposait sur la création d'un comité de pilotage composé d'acteurs de terrain. Malheureusement le quotidien des structures qui avaient initialement donné leur accord de principe à la participation de ce comité de pilotage est très chargé et rempli d'imprévus.

Entre l'organisation des rendez-vous entre partenaires, l'animation des ateliers, la validation des comptes-rendus...

L'intégration du projet FEJ dans le quotidien des structures partenaires s'est souvent révélé très chaotique.

L'idée d'un comité de pilotage a été abandonnée fin juillet 2015 et la quatrième réunion prévue n'a jamais eu lieu.

Le pilotage s'est donc structuré autour des actions de terrain et des structures partenaires prises séparément.

D. Difficultés rencontrées

1/ Comme évoqué ci-dessus la mobilisation des membres du comité de pilotage a été très difficile. Composé volontairement d'animateur socio-culturel, d'assistants sociaux, de directeur de structures jeunesse ces derniers n'étaient quasiment jamais disponibles en même temps et au fil des réunions l'idée de comité de pilotage s'est émoussée jusqu'à devenir caduque.

2/ L'actualité de fin novembre 2015 a considérablement bouleversé les agendas de nos partenaires ainsi que les projets sur lesquels ils souhaitent travailler. Les attentats ont repoussé les sorties prévues en début d'année 2016 et les ateliers d'expression numérique ont du céder la place à des ateliers de dé-radicalisation sur Internet pour lesquels nous n'avons pas été sollicités.

III. Enseignements généraux de l'expérimentation

A. Modélisation du dispositif expérimenté

La modélisation du dispositif peut se révéler assez ardue pour trois raisons :

- elle dépend de la volonté des structures locales à considérer le numérique comme un enjeu majeur de transformation du rapport entre les salariés et les jeunes accompagnés. Les premiers se sentent en position d'infériorité face à des jeunes présentés comme « digital natives ».
- elle dépend également de la capacité de chaque salarié de prendre du recul sur ses usages numériques et de s'informer, via quelques sites ressources, sur les évolutions du numérique et les enjeux à l'œuvre sur la transformation de la société. Ceci implique qu'il n'y ait pas / plus de freins idéologiques quant à l'utilisation du numérique dans un cadre d'éducation populaire.
- enfin elle nécessite un budget supplémentaire afin de s'outiller tant en matériel informatique qu'en espace avec des connexions stables. En guise d'exemple, le projet mené avec le centre social Gros Saule d'Aulnay-sous-Bois s'est déroulé dans un espace informatique en pied d'immeuble. Ce dernier a subi quatre fermetures pour cause de rupture de canalisation d'eau et d'inondation. Le matériel a été mis hors d'usage et les quelques ordinateurs restant n'ont pu accéder à internet qu'avec la connexion 4G de l'animateur.

Une fois ces trois problèmes pris en considération il est possible de modéliser le projet expérimenté depuis deux ans sous une forme itérative :

- identification de structures donc la direction et les salariés souhaitent volontairement et par conviction revoir la place du numérique dans leurs pratiques professionnelles, tant au niveau de l'organisation d'une équipe qu'avec les jeunes.
- identification d'un projet spécifique (fête de quartier, atelier théâtre, cours de Français langue étrangère...) sur lequel les salariés et les participants sont d'accords pour modifier l'organisation traditionnelle de l'activité.
- identification au travers d'une série de deux à trois ateliers des éléments suivants :
 - usages numériques et supports informatiques des participants
 - identification des problèmes physiques de l'activité (rattrapage de cours en cas d'absence, manque de fluidité pour transmettre les informations importantes, valorisation de l'action, organisation dans les inscriptions et le renouvellement des participants...)
 - rechercher un outil numérique par problème identifié pouvant le régler
 - lister les formations nécessaires pour les participants comme pour les salariés afin que chacun ait les connaissances nécessaires pour utiliser l'outil numérique
- une fois ce travail réalisé, s'ouvre une nouvelle période pendant laquelle les participants vont tester ensemble l'un des outils numériques listés précédemment. Cette période est suivie par une phase de retour sur expérience afin de comprendre les problèmes rencontrés par les participants lors de l'utilisation de cet outil. Ces retours d'expériences permettent de proposer de nouvelles formations plus spécifiques et plus pointues.

- enfin il faut laisser trois à six mois pour voir si les usages numériques impulsés prennent leur place dans le quotidien des participants. Il faudra autant de réunions de retours sur expérience que nécessaire jusqu'à épuisement des problèmes remontés.

L'enjeu d'éducation populaire repose, tout au long de cette méthodologie, sur deux notions clés :

1. la donnée : quelles types d'information produit on ? A qui appartiennent elles ? Comment peut on les conserver ? Sont elles exploitées a des fins commerciales ou autres ?
2. L'outil : qui le détient ? Quel est son avenir sur Internet ? En cas d'outil propriétaire existe t il des alternatives en logiciel libre ?

Au travers de ce questionnement sur ces deux notions, les participants comme les salariés pourront se réappropriier les outils numériques qui leurs ont été confisqués depuis plusieurs années par les géants du numérique.

B. Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif

1. Public visé

Les jeunes : ils sont à l'aise avec l'utilisation du smartphone mais beaucoup moins sur l'utilisation d'un ordinateur. Pour beaucoup d'entre eux, l'utilisation qu'ils font de leur smartphone est peu développée. Ils sont peu nombreux à utiliser les ressources proposées telles que les application de MOOC, de traitement de texte ou de gestion collaborative de documents. En revanche ils apprennent très vite à manier des outils numériques s'ils ont compris le sens dans lequel ce dernier doit être utilisé.

Principal moteur pour faciliter l'adhésion au dispositif :

Les salariés et bénévoles de structures : ils sont globalement à l'aise avec l'ordinateur et un smartphone, même si la majorité s'auto-évalue comme débutant. Dans leurs métiers le numérique est exploité sur des outils standards comme le traitement de texte, le tableur ou Internet pour chercher des informations. Mais une toute petite minorité se questionne sur les enjeux de pouvoir liés au développement du numérique.

Deux principaux moteurs pour faciliter l'adhésion au dispositif :

- travailler sur un rééquilibrage des savoirs numériques afin que les salariés ne se sentent plus dépassés par les usages des jeunes
- travailler sur les gains de temps que peuvent induire l'utilisation d'outils collaboratifs en ligne dans une équipe projet.

2. Actions menées dans le cadre du dispositif

Nos actions se sont essentiellement orientées vers l'accompagnement d'actions déjà existantes dans les structures. Le numérique étant présent dans le quotidien des jeunes comme des salariés qui les accompagnent, toutes les actions aujourd'hui proposées par les acteurs de l'éducation populaire peuvent s'adapter à la modélisation présentée en point III.A.

3. Partenariats, coordination d'acteurs et gouvernance

Les acteurs de l'éducation populaire, à l'image des récentes études qui illustrent le retard pris par les TPE/PME dans leur transition numérique, avancent à tâtons sur la façon de mettre en place leur transition numérique.

Et le travail mené par l'association ICI, notamment dans la formalisation du guide trouve un écho très favorable, notamment sur le fait de proposer une grille de lecture simple pour lancer des actions opérationnelles et transformatrices.

D'un autre côté, les grandes maisons de l'éducation populaire ne partagent pas leurs méthodes de travail et chacune revendique ses propres façons de faire.

4. Impacts sur la structure

Globalement, les jeunes imposent leurs outils numériques aux salariés. Ce sont les jeunes qui, notamment au travers de leurs pratiques sur les réseaux sociaux, forcent les animateurs socio-culturels, les responsables de structures ou les bénévoles à utiliser certains outils numériques. Ces nouveaux usages numériques sont donc subis et ils transforment individuellement les pratiques professionnelles des acteurs de l'éducation populaire qui cherchent à ne pas perdre le lien avec les jeunes qu'ils suivent.

Afin d'embarquer de plus nombreuses structures dans un usage plus réfléchi et raisonné des outils numériques il est indispensable de former les salariés à la diversité des outils numériques qui sont à leur disposition pour produire du commun autrement. Les acteurs de terrain sont en demande de ce type d'information. Ils sont globalement capables de s'en saisir et de faire évoluer leurs méthodes de travail. Reste le temps nécessaire pour se mettre à jour.

Conclusion

Sur le second semestre 2017 et sur l'année 2018, l'association ICI va former les cadres de la fédération des MJC et de l'Union régionale Île-de-France de l'habitat des jeunes et la fédération des Centres sociaux sur les enjeux du numérique dans un cadre d'éducation populaire.

Cette formation prévue sur trois jours se décompose de la manière suivante :

- un jour consacré à lever les freins, les fausses représentations et les a priori que peut avoir l'éducation populaire vis à vis du numérique
- deux jours dédiés à l'élaboration de nouveaux modes de production de projets à partir de cas concrets proposés par des structures de terrain.

Ce format entre opérationnel et positionnement militant (vis à vis des enjeux de données, d'inclusion des publics fragilisés par le tout numérique et des géants du numérique) rencontre un écho très favorable. Preuve que l'ajustement des valeurs de l'éducation populaire aux valeurs portées par un numérique libre, ouvert, communautaire et non moralisateur est à l'œuvre. Cette mue de l'éducation populaire prendra encore quelques années mais elle devrait à terme trouver des communautés de « makers » pour asseoir cette transition numérique inévitable et vitale pour les acteurs de l'éducation populaire.

Annexes obligatoires à joindre au fichier :

- **Tableau 1 sur les publics**
- **Tableau 2 sur les actions**
- **Tableau 3 sur les outils**

Restitution du porteur de projet
Annexe 1 - Public visé par l'expérimentation
Nombre et caractéristiques des bénéficiaires et territoire d'intervention

Numéro du projet	APEP_349	Nom de la structure porteuse de projet	Association ICI		
	Bénéficiaires entrés l'année 1	Bénéficiaires entrés l'année 2	Bénéficiaires entrés l'année 3	Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation	Bénéficiaires ayant abandonnés ou ayant été exclus en cours de dispositif
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action					
Jeunes	12	27		39	
Adultes	19	52		71	
Nombre total de bénéficiaires	31	79		110	

Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation

Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif, par caractéristiques	
1. Jeunes	
Âge	
Moins de 6 ans	
6-10 ans	
10-16 ans	
16-18 ans	6
18-25 ans	20
Autres : < de 30 ans	13
Autres : (préciser)	
Situation	
Elèves en pré-élémentaire	
Elèves en élémentaire	
Collégiens	
Lycéens en LEGT	9
Lycéens en lycée professionnel	4
Jeunes apprentis en CFA	3
Étudiants du supérieur	4
Demandeurs d'emploi	8
Actifs occupés	6
Autres : chantier d'insertion	3
Autres : décrocheurs	2
Niveau de formation	
Infra V	
Niveau V	3
Niveau IV	19
Niveau III	8
Niveau II	8
Niveau I	1
Sexe	
Filles	8
Garçons	31
2. Adultes	
Qualité	
Parents	
Enseignants	
Conseillers d'orientation-psychologues	
Conseillers principaux d'éducation	
Conseillers d'insertion professionnelle	15
Animateurs	22
Éducateurs spécialisés	6
Autres : (membres du copil)	6
Autres : (cadres de l'éducation populaire)	22

Réalisation

Autre information concernant les bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif	
1. Les jeunes bénéficiaires sont-ils inscrits et suivis par la mission locale (ML) ?	
Oui, tous les bénéficiaires directs sont inscrits et suivis par la ML Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML Non, aucun bénéficiaire direct n'est inscrit et suivi par la ML	Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML.
Echelle et territoire d'intervention de l'action mise en place	
1. L'action que vous menez dans le cadre de cette expérimentation est-elle à l'échelle :	
Communale (une ou plusieurs communes dans un même département) Départementale (un ou plusieurs départements dans une même région) Régionale (une seule région) Inter-régionale (2 et 3 régions) Nationale (plus de 3 régions) ?	Régionale
2. Votre territoire d'intervention inclut-il des quartiers politique de la ville ?	
Oui, la totalité de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville Oui, une partie de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville Non, mon territoire d'intervention n'inclut pas de quartiers politique de la ville	Oui, une partie de mon territoire

Remarques

En décembre 2016, l'association ICI a organisé et animé un colloque afin de restituer le travail mené avec les salariés de cinq foyers de jeunes travailleurs sur les thématiques du numérique et de la citoyenneté / de la visibilité en ligne / de l'animation d'un foyer / des démarches administratives en ligne et de la collaboration en ligne. Pendant ce séminaire, 30 salariés de l'URHAJ ont pu participer aux ateliers de restitution dont le directeur de l'URHAJ, plusieurs directeurs de foyers.

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 3 - Liste des outils développés dans le cadre de l'expérimentation

Numéro du projet	APEP_349
-------------------------	----------

	Nom de l'outil	Fonction (préciser si ce sont des outils de pilotage, de suivi, de communication, de formation, de sensibilisation, etc.)	Utilisateurs ou destinataires	Format (papier, électronique, etc.)	Transférable en dehors de l'expérimentation (oui/non)
1		Rapport final sur l'utilisation d'un média citoyen numérique dans une structure d'éducation populaire locale - Pilotage	Salariés de la FRMJC	papier	oui
2		Guide d'utilisation du numérique pour la création de projets à valoriser dans un budget participatif – Communication	Acteurs associatifs de Paris	papier	oui
3		Archivage de l'ensemble des enseignements issues des formations réalisées pour l'URHAJ – Formation et pilotage	salariés de l'URHAJ et des salariés de foyers de jeunes travailleurs	électronique	oui
4		Compilation de l'ensemble des enseignements tirés du projet mené depuis 2015 – format Gitbook – Sensibilisation et formation	Acteurs bénévoles ou salariés de mouvement de l'éducation populaire	électronique	oui
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					



Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
Mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

95, avenue de France – 75650 Paris cedex 13
Téléphone : 01 40 45 93 22

www.experimentation.jeunes.gouv.fr